



HERVÉ BLANCHÉ

MAIRE DE ROCHEFORT - PRÉSIDENT DE L'AGGLOMÉRATION
ROCHEFORT-OCÉAN - AVOCAT



SUPLÉANTE :
PASCALE LEYON

ADJOINTE AU MAIRE
DE SAINT-VIVIEN
GÉRANTE DE SOCIÉTÉ

Madame, Monsieur,

Depuis 2014, j'ai l'honneur d'avoir été élu, puis réélu Maire de ROCHEFORT et Président de l'Agglomération ROCHEFORT OCÉAN. J'ai également occupé la fonction de Conseiller Régional de la Région Poitou-Charentes, puis de la Nouvelle Aquitaine pendant 12 ans. Ces mandats m'ont permis d'acquérir une expérience précieuse pour faire face aux troubles que traverse notre société.

Nier l'évidence a toujours été contraire à mon éthique.

Oui, les services publics ne répondent plus aux attentes des citoyens.

Oui, l'accélération de la désertification médicale est une réalité.

Oui, l'insécurité est en augmentation et la question de l'immigration pose problème en terme d'intégration.

Oui, le retour de l'inflation, la diminution du pouvoir d'achat et les difficultés pour se loger sont des préoccupations majeures dans la vie de beaucoup d'entre nous.

C'est pour tenter de répondre, entre autres, à ces défis et suite à ce « chaos politique » que je m'engage dans cette élection législative, fort de mon expérience locale, de ma méthode municipale fondée sur le pragmatisme et l'efficacité. Avec mon équipe nous sommes parvenus à redonner envie de Rochefort. Nous avons renforcé sa sécurité, son économie, embelli son urbanisme et pris à bras le corps les questions liées à l'environnement.

Demain à l'Assemblée Nationale, j'entends incarner une parole libre et soucieuse de simplifier la vie des Français.

Il n'est pas question de légiférer à tout va. Je veux simplifier, fluidifier, aider ceux qui se lèvent tôt le matin pour travailler. Je crois au travail, je crois à la juste rémunération du travail. Je serai un élu de terrain. Au sein de ma commune nous avons su innover, oser, et transformer.

Pour ma part, je souhaite reconnecter l'Assemblée aux réalités du quotidien, comme par le passé. Des élus enracinés, plutôt que tirés au sort sur un coin de table, dans le siège d'un parti. Nos élus nationaux ne disposent plus d'ancrage, n'ont plus d'histoire avec leur circonscription. Conséquence de tout cela, les décisions parlementaires n'entendent plus la voix du peuple.

J'aime ma fonction de Maire. J'aime ma ville et son Agglomération. Mais je ne peux me résoudre à voir l'offre politique de ce territoire, auquel je suis profondément attaché, résumée à un duel entre les extrêmes.

Ma candidature est celle de l'alternative Républicaine, passionnément attachée à la notion de « SERVIR ».

Fils et petit fils de paysan, je suis parvenu, grâce à la République, à son école, à exercer un beau métier et de belles fonctions. Je veux réanimer l'ascenseur social. Je veux, comme un autre avant moi « réduire la fracture sociale » et redonner au mot travail son sens et sa force.

J'aurai à mes côtés, en qualité de suppléante, Pascale LEYON. Elle est élue locale depuis 23 ans, actuellement Adjointe au Maire de SAINT-VIVIEN, en charge de la voirie, des bâtiments et des espaces naturels. Elle est impliquée dans le monde associatif, sportif local et international.

Elle est, de part sa profession, à l'écoute de la population pour toutes les questions liées au logement. Elle est attachée, comme moi, à la notion de « **SERVIR** ».

Le dimanche 30 juin, votez et faites voter pour un
Député passionné et enraciné !

Hervé BLANCHÉ

Nos 10 propositions pour redresser la France

1. Défendre le pouvoir d'achat et réindustrialiser la France pour retrouver de la prospérité.

Nous devons être un pays qui produit et pas seulement qui consomme. L'industrie procure des emplois de qualité. Il faut baisser les charges des entreprises et taxer les importations qui ne respectent pas nos normes. Nous augmenterons les salaires nets en baissant les cotisations sociales salariales. Nous réduirons le prix de l'électricité en relançant notre filière nucléaire et en supprimant certaines taxes sur l'électricité devenues inutiles.

2. Maîtriser l'immigration incontrôlée.

Nous reproposeons la réforme constitutionnelle nécessaire pour protéger nos frontières et dont M. Macron n'a pas voulu. Nous réduirons l'attractivité de notre modèle social en réformant l'aide médicale d'Etat et en conditionnant le versement des aides sociales non contributives à plusieurs années de séjour régulier.

3. Mettre en place une vraie politique du logement.

Nous supprimerons l'interdiction de la mise en location des passoires thermiques qui tue le marché locatif et nous protégerons les propriétaires contre les mauvais payeurs et les squatteurs. Nous baisserons les impôts sur les revenus locatifs pour remettre des logements sur le marché. La résidence principale ne sera plus taxée à l'IFI. Nous favoriserons l'accès à la propriété pour tous les Français.

4. Reprendre en main la politique pénale.

Nous rétablirons les peines planchers et nous créerons de courtes peines de prison immédiatement applicables pour tout délit. Les amendes seront aussi tout de suite recouvrées. Nous recruterons d'anciens militaires, policiers, inspecteurs des impôts pour réprimer rapidement les incivilités et la délinquance du quotidien. La justice des mineurs sera revue de fond en comble.

5. Soutenir l'assimilation et lutter contre l'islamisme.

Nous introduirons dans la Constitution la règle selon laquelle personne ne peut se prévaloir de sa religion ou de son origine pour ne pas respecter les lois de la République. Nous supprimerons tous les financements aux associations liées de près ou de loin à l'islamisme.

6. Lutter contre la bureaucratie pour libérer les Français et soutenir nos agriculteurs et nos entreprises.

Comme le disait le Président Pompidou, il faut « arrêter d'emmerder les Français ». Nous supprimerons les normes inutiles.

7. Promouvoir une écologie fondée sur le progrès et respectueuse de notre mode de vie rural.

Nous développerons la filière nucléaire qui est une énergie décarbonée. Nous l'avons toujours défendue alors qu'Emmanuel Macron l'a reniée. Nous défendrons nos traditions et ferons confiance aux acteurs de terrain pour préserver la biodiversité et la beauté de nos territoires.

8. Mettre de l'ordre dans nos comptes publics et corriger les dérives de notre modèle social.

Nous voulons ramener le déficit public à la moyenne des pays européens et baisser les impôts pour vous redonner le pouvoir d'acheter, le pouvoir de produire et le pouvoir de transmettre à vos enfants « frais de succession ». Nous serons intraitables avec les fraudeurs et les profiteurs de notre protection sociale.

9. Favoriser les familles.

Nous rétablirons les allocations familiales pour tous et nous permettrons aux Français de transmettre le produit d'une vie de travail à leurs enfants et petits-enfants sans être matraqués fiscalement. Il n'y aura plus d'impôt sur les transmissions familiales d'entreprises et d'exploitations agricoles.

10. Réformer en profondeur l'éducation et la santé.

Nous voulons revaloriser le salaire des enseignants et donner de l'autonomie aux établissements scolaires. Nous réaffirmerons la valeur du mérite. L'enseignement privé doit être respecté tout comme les établissements de soins privés. Nous favoriserons l'installation de médecins là où il n'y en a pas. Dans les hôpitaux, nous donnerons la priorité aux soins et pas à la bureaucratie.